

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 22 OCTOBRE 2018**

Par le Service des relations médias,
relations publiques et à la communauté

Le Courant, 24 octobre 2018, p. 5

L'Information du Nord Sainte-Agathe, 24 octobre 2018, p. 4

L'Information du Nord Tremblant, 24 octobre 2018, p. 7

Accès, 24 octobre 2018, p. 17

Le Nord, 24 octobre 2018, p. 38

L'Argenteuil, 19 octobre 2018, p. 4

Le Nord Info, 20 octobre, p. 27

La Concorde, 24 octobre 2018, p. 4

Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides

Québec 

Invitation à une séance publique d'information

La population des Laurentides est invitée à assister à une séance publique d'information du conseil d'administration du CISSS des Laurentides.

Date : Le mercredi 7 novembre 2018

Heure : 18 h

Endroit : Hôpital régional de Saint-Jérôme (auditorium)
290, rue De Montigny à Saint-Jérôme.

Lors de cette séance, les faits saillants entourant les soins et services dispensés à la population seront partagés.

-9770

ACTUALITÉ

Santé: l'APTS dénonce un état de détresse élevé parmi ses membres

Le CISSS des Laurentides assure qu'il prend le problème au sérieux



SIMON DOMINÉ
sdomine@lecourant.ca

Incapable de parvenir à une entente dans les délais prescrits avec le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, le syndicat APTS dénonce le fait qu'«un grand nombre d'employés soient rendus au bout du rouleau». Discret sur les négociations, le CISSS assure que le taux d'absentéisme parmi ses employés est également attribuable à d'autres facteurs.

Dans le cadre de la négociation pour le renouvellement de la convention collective locale de ses membres, l'APTS a mis l'accent sur le niveau des réclamations qui, selon lui, aurait «monté en flèche» depuis la création du CISSS des Laurentides en 2015.

Le syndicat, qui représente 3 000 salariés du CISSS, estime que depuis l'instauration de la réforme Barrette, le taux d'assurance-salaire a bondi. L'APTS pense que cela reflète ce qu'un de ses sondages internes avait déjà mis en lumière en 2016: 66% de ses membres seraient dans un état de détresse élevé ou très élevé.

UN COMITÉ TRAVAILLE SUR LA PROBLÉMATIQUE

Du côté du CISSS, on ne nie pas que des problèmes de détresse psychologique peuvent exister parmi les 14 000 employés de la Santé et des Services sociaux qui œuvrent chaque jour dans les Laurentides.

«Sachez que l'établissement, de concert avec les instances syndicales, a mis sur pied un comité paritaire pour adresser la problématique de la détresse psychologique pour tous les employés et professionnels œuvrant au sein des différentes équipes, rappelle toutefois Thaïs Dubé, agente d'information au CISSS. Un représentant de l'APTS siège sur ledit comité. En date d'aujourd'hui nous pouvons affirmer que les travaux à cet effet vont bon train.»

L'agente d'information n'était pas en mesure de fournir de chiffres précis sur le taux d'employés qui se sont prévalus de l'assurance-salaire, puisque cette donnée ne sera disponible qu'à la fin de la présente année financière, soit après le 31 mars 2019.

2017-2018: 3 946 EMPLOYÉS EN ASSURANCE-SALAIRE



Des membres de l'APTS sur le site de l'hôpital de Mont-Laurier, lors d'une journée de manifestation le 4 octobre dernier (photo: archives - Le Courant des Hautes-Laurentides).

Le CISSS a cependant dévoilé le nombre d'employés ayant bénéficié de l'assurance-salaire depuis sa création. En 2015-2016, ils ont été 3 590 à s'en prévaloir. En 2016-2017, le chiffre a légèrement baissé à 3 217, avant de remonter à nouveau en 2017-2018 pour s'établir à 3 946.

Est-ce que le portrait pour 2018-2019 viendra accentuer ou faire baisser le taux?

Le CISSS des Laurentides rappelle que 55% des absences en assurance-salaire sont attribuées à des raisons de santé physique (de l'accident de travail à la maladie ou l'incapacité physique comme un cancer). Les 45% qui restent sont des absences de nature psychologique.

«On inclut dans cette proportion les absences pour des raisons personnelles (deuil, séparation, problèmes familiaux, etc.), donc où les conditions de travail ne sont pas en cause», stipule Mme Dubé.

LA QUESTION DE LA MOBILITÉ

Par ailleurs, l'APTS reproche au CISSS de vouloir exiger davantage de mobilité de la part de son personnel. Le CISSS, qui ne veut pas étaler les détails de ses négociations avec l'APTS sur la

place publique, a cependant commenté ce point en particulier.

«Nous souhaitons une certaine mobilité du personnel afin de dispenser les soins et de répondre aux besoins de la clientèle, a ainsi mentionné Mme Dubé. Cependant, nous sommes conscients que le territoire que nous desservons est vaste. C'est pourquoi nous souhaitons que cette mobilité soit limitée à des secteurs géographiques précis afin que le tout se réalise dans des limites acceptables. Il n'est donc nullement question pour un employé de parcourir des centaines de kilomètres pour aller travailler. Nous pensons qu'une plus grande mobilité du personnel serait également à l'avantage des employés figurant sur la liste de rappel qui verraient la possibilité de maximiser leurs disponibilités et ainsi combler leur semaine de travail dans plus d'une installation».

UN MÉDIATEUR-ARBITRE ENTRE DANS LA DANSE

Au terme de 18 mois de négociations infructueuses, l'APTS et le CISSS des Laurentides devront reprendre les pourparlers en présence d'un médiateur-arbitre. «Nous allons collaborer activement au processus de médiation», fait savoir le PDG du CISSS, Jean-François Foisy.

Rappelons pour finir qu'après la ratification d'une entente en juillet 2017 avec la Fédération des infirmières du Québec (FIQ-Laurentides), le CISSS des Laurentides est également parvenu à une entente de principe avec le Syndicat des travailleuses et des travailleurs des Laurentides en santé et services sociaux - CSN. Le CISSS mentionne qu'à ce jour, seul le CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue est parvenu à conclure une entente avec l'APTS avant la date butoir du 1er octobre 2018. ■

VACCINATION CONTRE LA GRIPPE

FAITES-VOUS VACCINER SI VOUS ÊTES ÂGÉ DE 75 ANS OU PLUS OU SI VOUS VIVEZ AVEC UNE MALADIE CHRONIQUE

telle que le diabète, des troubles immunitaires, une maladie cardiovasculaire, respiratoire ou rénale.

LA VACCINATION ANNUELLE EST LA MEILLEURE FAÇON DE PRÉVENIR LA GRIPPE CHEZ LES PERSONNES VULNÉRABLES.

Pour la saison 2018-2019, à la lumière des recommandations des experts de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), le programme de vaccination contre la grippe est modifié et il a été recommandé de retirer des groupes ciblés les enfants de 6 à 23 mois ainsi que les adultes de 60 à 74 ans en bonne santé.

Le vaccin est offert gratuitement aux personnes suivantes :

- Les personnes atteintes de certaines maladies chroniques à partir de l'âge de 6 mois;
- Les femmes enceintes atteintes de certaines maladies chroniques, quel que soit le stade de la grossesse;
- Les femmes enceintes en bonne santé, durant les 2^e et 3^e trimestres de leur grossesse;
- Les personnes âgées de 75 ans et plus;
- Les proches résidant sous le même toit et les aidants naturels des personnes mentionnées ci-dessus et les proches des enfants de moins de 6 mois;
- Les travailleurs de la santé, en particulier ceux qui donnent des soins directs aux patients en centre hospitalier ou en CHSLD.

Les enfants de 6 à 23 mois ainsi que les adultes de 60 à 74 ans en bonne santé ne font désormais plus partie des groupes ciblés par la vaccination. Ces personnes sont maintenant considérées comme étant à faible risque de complications. Toutefois, celles qui le désirent pourront recevoir le vaccin gratuitement si elles le demandent.

Vaccin gratuit pour certaines personnes. Pour plus de détails, consultez le :
www.santelaurentides.gouv.qc.ca

La vaccination,
la meilleure protection

Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides
Québec

Les cliniques de vaccination contre la grippe débuteront le 1^{er} novembre 2018 à plusieurs endroits dans la région des Laurentides. Pour le secteur d'Antoine-Labelle, toutes les cliniques sont sans rendez-vous. Vous devez vous présenter, avec votre carte d'assurance maladie, aux lieux et horaires suivants (nous vous invitons à porter un chandail à manche courte) :

Chute-Saint-Philippe

Salle des loisirs
560, chemin des Voyageurs
26 novembre de 9 h 30 à 11 h 30

Ferme-Neuve

Sous-sol de l'église
244, 12^e avenue
13 novembre de 9 h 30 à 15 h 30

Kiamika

Salle du conseil
3, chemin Valiquette
14 novembre de 9 h 30 à 11 h 30

Lac-des-Écorces

Salle de l'Âge d'Or du souvenir
504, boul. St-François
19 novembre de 8 h 30 à 12 h

Salle de l'Âge d'Or (Val-Barrette)

110, rue Picardie
19 novembre de 13 h 30 à 15 h 30

Lac-du-Cerf

Salle communautaire
15, rue Émard
14 novembre de 13 h 30 à 15 h 30

Lac-Saguay

Salle Âge d'Or
8, chemin de l'Église
26 novembre de 13 h 30 à 15 h 30

La Macaza

Salle communautaire
53, rue des Pionniers
22 novembre 9 h 30 à 15 h 30

L'Ascension

Salle Âge d'Or
4, rue Principale Ouest
27 novembre de 9 h 30 à 15 h 30

Mont-Laurier

Coeur Immaculé de Marie
570, rue Panet
8 novembre de 9 h 30 à 16 h
9 novembre de 9 h à 16 h
10 novembre de 9 h à 16 h
23 novembre de 11 h 30 à 18 h
Centre communautaire
(Val-Limoges)
3600, chemin Val-Limoges
29 novembre de 9 h 30 à 11 h 30

Mont Saint-Michel

Hôtel de ville (sous-sol)
94, rue de l'Église
6 novembre de 13 h 30 à 15 h 30

Nominique

Salle communautaire
Adolphe-Ardoin
2114, chemin du Tour-du-Lac
15 novembre de 9 h 30 à 15 h 30

Notre-Dame-de-Pontmain

Salle Arc-En-Ciel
22, chemin de l'Arc-en-Ciel
20 novembre de 13 h 30 à 15 h 30

Notre-Dame-du-Laus

Salle des Loisirs
15, chemin Ruisseau Serpent
16 novembre de 9 h 30 à 15 h 30
30 novembre de 9 h 30 à 15 h 30

Rivière-Rouge

Salle de la Gaïeté (Arène)
1550, chemin du Rapide
7 novembre de 9 h 30 à 15 h 30
21 novembre de 9 h 30 à 15 h 30
CLSC Rivière-Rouge
1525, rue l'Annonciation Nord
1^{er} décembre de 9 h 30 à 15 h 30

Saint-Aimé-du-Lac-des-Iles

Salle communautaire
871, chemin Diotte
20 novembre 9 h 30 à 11 h 30

Sainte-Anne-du-Lac

Salle du conseil
1, rue Saint-François-Xavier
6 novembre de 9 h 30 à 11 h 30

Sainte-Véronique

Salle municipale
1841, boul. Fernand-Lafontaine
28 novembre de 9 h 30 à 15 h 30

L'Information du Nord Sainte-Agathe, 24 octobre 2018, p. 8

L'Information du Nord Tremblant, 24 octobre 2018, p. 11

Accès, 24 octobre 2018, p. 16

Le Nord, 24 octobre 2018, p. 34

La Concorde, 24 octobre 2018, p. 10

VACCINATION CONTRE LA GRIPPE

**FAITES-VOUS VACCINER SI VOUS ÊTES
ÂGÉ DE 75 ANS OU PLUS OU SI VOUS VIVEZ
AVEC UNE MALADIE CHRONIQUE**

**telle que le diabète, des troubles immunitaires,
une maladie cardiovasculaire, respiratoire ou rénale.**

**LA VACCINATION ANNUELLE EST LA MEILLEURE FAÇON DE PRÉVENIR LA GRIPPE CHEZ LES
PERSONNES VULNÉRABLES.**

Pour la saison 2018-2019, à la lumière des recommandations des experts de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), le programme de vaccination contre la grippe est modifié et il a été recommandé de retirer des groupes ciblés les enfants de 6 à 23 mois ainsi que les adultes de 60 à 74 ans en bonne santé.

Le vaccin est offert gratuitement aux personnes suivantes :

- Les personnes atteintes de certaines maladies chroniques à partir de l'âge de 6 mois;
- Les femmes enceintes atteintes de certaines maladies chroniques, quel que soit le stade de la grossesse;
- Les femmes enceintes en bonne santé, durant les 2^e et 3^e trimestres de leur grossesse;
- Les personnes âgées de 75 ans et plus;
- Les proches résidant sous le même toit et les aidants naturels des personnes mentionnées ci-dessus et les proches des enfants de moins de 6 mois;
- Les travailleurs de la santé, en particulier ceux qui donnent des soins directs aux patients en centre hospitalier ou en CHSLD.

Les enfants de 6 à 23 mois ainsi que les adultes de 60 à 74 ans en bonne santé ne font désormais plus partie des groupes ciblés par la vaccination. Ces personnes sont maintenant considérées comme étant à faible risque de complications. Toutefois, celles qui le désirent pourront recevoir le vaccin gratuitement si elles le demandent.

Les cliniques de vaccination contre la grippe débiteront le 1^{er} novembre 2018 à plusieurs endroits dans la région des Laurentides. **La prise de rendez-vous est obligatoire pour les secteurs Lac-des-Deux-Montagnes, Pays-d'en-Haut, des Sommets, Saint-Jérôme et Thérèse-De Blainville. Prenez un rendez-vous sur le site clicsante.ca ou en téléphonant au 1 888 664-2555.**

Vaccin gratuit pour certaines personnes. Pour plus de détails, consultez le :

www.santelaurentides.gouv.qc.ca

La vaccination,
la meilleure protection

Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides

Québec 

BRISER LE SILENCE QUANT AUX ABUS SEXUELS À L'ÉGARD DES PERSONNES AYANT UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE

Le 15 novembre se tiendra à Mirabel la journée de sensibilisation «Quand je ne veux pas, je dis non!» visant à contrer la violence et les abus sexuels à l'égard des personnes ayant une déficience intellectuelle. Un rapport dénonce que 4 femmes sur 5 et 1 homme sur 3 ayant une déficience intellectuelle seront victimes d'une agression sexuelle au cours de leur vie et dans 90% des cas, l'agresseur est une personne de l'entourage. Cette journée s'adressera aux adultes ayant une déficience

intellectuelle, à leurs parents et leurs proches puis aux intervenants afin d'être mieux outillés pour déceler les signes d'abus et pouvoir les dénoncer. Une conférence sera présentée par la sexologue Carole Boucher, suivie de trois ateliers simultanés (dont un adressé exclusivement aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle), d'un panel composé de spécialistes et d'une période d'échanges. Infos: 450-569-2974 poste 74028. Inscription obligatoire avant le 1er novembre. ■

ACTUALITÉS

Bilan 2017-2018 de la DPJ

Pour l'APTS, les intervenants sont à bout de souffle

SIMON DOMINÉ

sdomine@leccourant.ca

Le syndicat APTS, qui représente 3 000 employés du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides a réagi au bilan 2017-2018 de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). Sa représentante nationale, Marie-Ève Meilleur, tire la sonnette d'alarme. Elle a répondu à nos questions.

VOUS DÉNONCEZ LE FAIT QUE LE BILAN 2017-2018 DE LA DPJ «OFFRE UNE VISION PARTIELLE DE LA SITUATION». QUELS ÉLÉMENTS MANQUENT SELON VOUS POUR DONNER À LA POPULATION UN PORTRAIT EXHAUSTIF DE LA SITUATION ET QUELLES SONT VOS REVENDICATIONS?

Ce que l'on entend ici c'est que les chiffres fournis par l'employeur montrent une image incomplète de ce que nous, on observe sur le terrain auprès de nos membres. Nos membres sont en détresse psychologique et dans une surcharge de travail incroyable, entre autres, et cela n'est pas transposable en chiffres dans un bilan.

VOUS PARLEZ DE DOSSIERS QUI S'ACCUMULENT ET DE RETARDS. POUVEZ-VOUS NOUS FOURNIR DES EXEMPLES CONCRETS ?

Il est à noter que l'employeur n'a pas été en mesure de nous fournir le nombre d'enfants en attente d'évaluation. Malgré tout, les intervenants nous rapportent se faire mettre de la pression régulièrement pour prendre de nouveaux dossiers compte tenu des listes d'attente, et ce, malgré leur charge déjà trop grande. Une équipe s'est fait annoncer que chaque intervenant devrait évaluer cinq dossiers de plus cette année vs l'année dernière. Par ailleurs, cinq postes d'éducateurs externes ont été abolis l'an dernier. Il est vrai que l'employeur a réaffecté ces ressources dans les unités de vie, ce qui a certainement apporté un certain soulagement, mais ce milieu demeure toujours en besoin de personnel. À preuve, l'employeur a diminué le ratio de personnes pouvant quitter en vacances dans les unités de vie et la consigne est que les congés de fin de semaine (incluant les vendredis soirs) ne sont plus autorisés, faute de personnel.

SELON VOUS, L'ÉQUIVALENT DE 41 PERSONNES À TEMPS COMPLET ONT PRIS DES CONGÉS DE MALADIE DURANT LA DERNIÈRE ANNÉE: QU'EST-CE QUI POUSSENT LES INTERVENANTS À DEMANDER CONGÉ?

Les membres nous disent clairement qu'ils prennent parfois congé pour préserver leur santé mentale pour pouvoir passer au travers de la prochaine semaine dû à la lourdeur des cas, dû aux absences et au non-remplacement immédiat dans les équipes, dû à la surcharge et aux agressions subies par la clientèle. Il ne faut pas oublier que la clientèle est souvent aversive à nos interventions. Les éducateurs en unité de vie se font régulièrement invectiver, menacer, parfois agresser physiquement.

VOUS ÉVOQUEZ UNE «PRESSION DES STATISTIQUES» ET «UNE LOURDEUR ADMINISTRATIVE»: AVEZ-VOUS DES EXEMPLES À NOUS FOURNIR?

En plus, du nombre de clients qui augmentent, les tâches connexes s'ajoutent. Les intervenants, en plus de rencontrer les clients, doivent faire des notes chronologiques dans les 48 heures, produire des rapports dans des délais prescrits, se



Marie-Ève Meilleur, représentante de l'APTS.
(Photo gracieuSeté)

présenter au tribunal, remplir des demandes d'hébergement, des demandes d'encadrement intensif, des demandes de transport, des demandes de service psychologiques, pour le CISSS, sans compter les rencontres d'équipes, les rencontres avec les autres professionnels, etc. Il reste donc de moins en moins de temps pour la clientèle à remplir tous ces formulaires! En complément d'information, de nouvelles grilles que les intervenants remplissent chaque semaine ont été mises en place. Par exemple, un nombre x d'interventions directes doit avoir été fait auprès des clients chaque semaine, tous les plans d'intervention doivent être à jour, un nombre x de dossiers doit être évalué chaque année, sans quoi les intervenants sont rencontrés pour voir pourquoi ils n'ont pas atteint les cibles. Ce qui crée beaucoup de pression chez les intervenants et de la compétition entre eux. 🔴

L'Information du Nord Vallée de la Rouge, 24 octobre 2018, p. 22

L'Information du Nord Tremblant, 24 octobre 2018, p. 25

Unis pour soutenir les proches aidants

Plusieurs organismes communautaires de la région s'unissent au CISSS des Laurentides pour apporter aide et soutien aux proches aidants d'une personne en fin de vie ou souffrant d'une maladie dégénérative incurable.

Sous le vocable « Proche aidant... Et après! », cinq rencontres gratuites seront proposées à ceux qui en ont le besoin. Elles auront lieu les jeudis de 13h30 à 16h au 99, rue St-Vincent, local 2, à Sainte-Agathe-des-Monts. Chaque fois, un thème différent sera abordé.

Le 25 octobre, Sophie Bélanger de la Société Alzheimer Laurentides animera une rencontre avec pour titre «Où en suis-je maintenant». Le 8 novembre, Réjean Villeneuve et Louise Lefebvre de l'organisme Palliaco répondront à la question «Suis-je en deuil?». Puis, le 22 novembre, Annie Bilodeau du Centre d'Action Bénévole Laurentides posera aux participants la question «Qui suis-je maintenant». Le 6 décembre, Paul

Laurin de la FADOQ, région des Laurentides répondra à la question «Quelles sont mes avenues». Il y aura également le témoignage de Michelle Larouche. Enfin, le 17 janvier 2019 les représentants des organismes partenaires co-animeront une rencontre dont le sujet est «Et après...»

L'inscription est obligatoire pour ces rencontres. Pour information et inscription, on compose le 819-425-3771 #33107 ou le 819-324-4000 #33107. Il faut laisser un message au Guichet d'Accès du CISSS des Laurentides en précisant le titre de l'atelier «Proche aidant...et après» chapeauté par Cristel Leduc, ARH au Centre de service externe. 📞

À l'arrière, de gauche à droite: Réjean Villeneuve et Michael Leduc. À l'avant, de gauche à droite: Cristel Leduc, Sophie Bélanger et Annie Bilodeau. Absents sur la photo: Louise Lefebvre, Paul Laurin et Michelle Larouche. (Photo gracieuseté)



ACTUALITÉS

L'APTS dénonce la «lourdeur administrative» au sein de la DPJ

«Le respect des balises légales est un incontournable», rétorque le CISSS

SIMON DOMINÉ

sdomine@lecourant.ca

Alors que le syndicat APTS dénonce les conditions de travail des intervenants de la DPJ, le CISSS des Laurentides assure qu'il met tout en œuvre pour soutenir son personnel. L'agente d'information Thaïs Dubé a répondu à nos questions.

L'APTS PENSE QUE LE BILAN 2017-2018 DE LA DPJ DU CISSS DES LAURENTIDES OFFRE «UNE VISION PARTIELLE DE LA SITUATION», AFFIRMANT QUE «LE PERSONNEL EST EN SURCHARGE». QUELLE EST VOTRE LECTURE DE LA SITUATION ?

Le bilan annuel de la DPJ met en lumière l'apport inestimable des intervenants et professionnels qui œuvrent quotidiennement auprès des enfants sous protection de la jeunesse. Nous reconnaissons l'importance du travail des intervenants jeunesse. C'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour les soutenir, que ce soit par la présence d'intervenants-support, ou encore l'allègement du volet administratif de leurs tâches. Soulignons aussi qu'en période de pointe, nous n'hésitons pas à embaucher des ressources en surcroît pour prêter main forte aux équipes.

SELON L'APTS, UN ÉQUIVALENT DE 41 PERSONNES À TEMPS COMPLET ONT PRIS UN CONGÉ DE MALADIE EN 2017-2018 : CES CHIFFRES FOURNIS PAR L'APTS CONCORDENT-ILS AVEC VOS PROPRES STATISTIQUES ?

Au CISSS des Laurentides, il y a deux directions qui œuvrent en protection de la jeunesse. Ces équipes sont composées de l'équivalent de 463 employés à temps complet affiliés à l'APTS. En 2017-2018, nous avons traités 76 dossiers d'assurance-salaire pour causes de nature psychologiques provenant de ces équipes. Précisons que les absences de cette nature incluent des éléments déclencheurs de nature personnelle (séparation, deuil, etc.) et sont rarement uniquement dus au contexte professionnel.

L'APTS DÉNONCE UNE «PRESSION DES STATISTIQUES» ET UNE «LOURDEUR ADMINISTRATIVE»: QUELLES SOLUTIONS LE CISSS MET-IL EN PLACE POUR ALLÉGER LA TÂCHE DES INTERVENANTS?

Nous mettons tout en œuvre pour soutenir les intervenants dans la réalisation de leur travail. Il faut toutefois comprendre que le travail des intervenants en protection de la jeunesse s'effectue dans un cadre légal fortement normé.

Certaines tâches clinico-administratives en découlent inévitablement. Entre autres, toutes les interventions auprès des enfants et de leurs familles doivent être consignées et la situation de chaque enfant doit être révisée sur une base régulière. Le respect des balises légales est un incontournable, particulièrement dans un contexte où on joue l'avenir d'enfants vulnérables. Ces standards de pratique sont en vigueur depuis plusieurs années et sont là pour assurer le respect des droits des enfants et des familles. Dans ce contexte, nous travaillons à offrir aux intervenants tout le soutien nécessaire afin d'assumer ces obligations.

L'APTS AFFIRME QUE LE TAUX DE ROULEMENT DANS LES CENTRES JEUNESSE EST IMPORTANT: COMMENT LE CISSS COMPTE-T-IL S'ATTAQUER AU PROBLÈME?

Il y a effectivement un taux de roulement du personnel, mais celui-ci n'est ni à la hausse ni exceptionnel. Au niveau de notre région, le CISSS des Laurentides mise sur des plans d'action spécifiques pour l'attraction et la rétention de ses intervenants. La valorisation de ces professionnels d'exception est une priorité pour notre établissement. Différentes mesures de conciliation travail-vie personnelle sont aussi en place, dont le télé-travail.

ON PARLE DE «LISTES D'ATTENTES QUI S'ALLONGENT»: QUEL EST ACTUELLEMENT LE TEMPS D'ATTENTE MOYEN AU NIVEAU DE LA DPJ POUR POUVOIR RENCONTRER UN INTERVENANT ?

Depuis le 1er avril 2018, le délai moyen est de 22 jours pour qu'un intervenant effectue une première intervention auprès d'un enfant et de sa famille, soit un des plus bas à l'échelle nationale. Par ailleurs, il est important de préciser que, pour tous les signalements où il existe un risque imminent pour la sécurité d'un enfant, il y a intervention immédiate. Aucun enfant en danger n'est laissé à lui-même. La priorité est accordée en fonction de la vulnérabilité de chaque enfant. ●



Jean-François Foisy, PDG du CISSS des Laurentides. (Photo Le Courant des Hautes-Laurentides - Archives)

Un premier mur multimédia installé à l'Hôpital Laurentien

La Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut innove encore une fois avec l'installation d'un premier mur multimédia à l'Hôpital Laurentien de Sainte-Agathe-des-Monts.

Ce projet a été rendu possible grâce à un partenariat avec LC Innovations et Cogeco Connexion. Il s'agit essentiellement de quatre écrans de télévision installés près du bistro, au rez-de-chaussée de l'hôpital.

OUTIL INTERACTIF

« On va profiter de cette nouvelle installation pour saluer l'implication de nos partenaires, commanditaires et donateurs, souligner nos bons

coups et fournir plus d'informations aux gens sur nos activités et notre mission », explique le directeur général de la Fondation médicale, Daniel Desjardins.

« Pas moins de 95 000 personnes passent à l'hôpital chaque année. Ce projet nous apportera sans aucun doute une belle visibilité, dit-il. C'est une façon très interactive de communiquer avec nos gens. On peut ajouter des vidéos et même changer son contenu à distance. »

COMMANDITAIRES

Tous les commanditaires du Souper de la Fondation 2018 seront les premiers à se retrouver sur le mur pour plusieurs semaines. Dès le mois de janvier, les gens d'affaires du territoire de

la Fondation seront sollicités afin d'acheter un espace sur les écrans. Toutes les ventes de publicité seront investies dans la santé. Une façon unique et très efficace de faire connaître son entreprise et, du même coup, aider la Fondation dans sa mission.

Éventuellement, la Fondation médicale prévoit installer des télévisions dans les CLSC, les CHSLD, la Clinique médicale Sainte-Adèle et dans d'autres installations médicales du territoire qui présenteront le même matériel que le mur multimédia de l'Hôpital Laurentien. « Au final, nous sommes très heureux de montrer ce que l'on fait et d'avoir une nouvelle façon de financement », conclut M. Desjardins. 



Sur la photo, François Ferland de CL Innovations, Guy Fradette de Productions Guyf et Daniel Desjardins, directeur général de la Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut. (Photo gracieuseté)

Actualité

VENTE DE LA CLINIQUE ET RETRAITE

« Une grande partie de ma vie se termine » – Dr Alain Ouimet

ACCÈS – Le sympathique Dr Alain Ouimet aura vécu des émotions fortes au cours des dernières semaines. La vente de « sa » clinique médicale ainsi que son départ pour la retraite auront provoqué chez lui différents sentiments, passant de la tristesse à la joie tout en affichant de la fierté.

PHOTO : COURTOISE



Le Dr Alain Ouimet.

« Une grande partie de ma vie se termine », confie-t-il émotivement.

La Clinique médicale de Sainte-Adèle, c'était le bébé du Dr Ouimet. Avant l'ouverture officielle en mars 1977, il avait acheté, en 1975, le terrain qui allait abriter cette clinique essentielle pour la population adéloise et des alentours.

Ironie du sort, ce terrain acheté de l'ancien maire Lionel Patry avait jadis appartenu au père du Dr Ouimet, un épicier bien connu et fort apprécié dans sa communauté.

L'ouverture de la Clinique, grandement encouragée par la Fédération des médecins à l'époque, a rapidement prouvé sa raison d'être puisque des milliers de citoyens ont pu y trouver un médecin de famille et profiter des services d'une véritable polyclinique. Car, rappelons-le, la Clinique de Sainte-Adèle a jadis offert une multitude de services, notamment la radiologie et l'installation de plâtres pour les interventions mineures.

SANG NEUF ET SERVICES

La retraite du Dr Ouimet prévue pour le 24 octobre, le départ éventuel du Dr André St-Pierre en 2019 et la difficulté de trouver de jeunes médecins pour prendre la relève mettaient en péril l'avenir de la Clinique de Sainte-Adèle.

La vente à la Fondation médicale devenait donc la solution toute désignée et elle est saluée pour ce fondateur fidèle au poste depuis 42 ans, Dr Alain Ouimet.

« Il y aura du sang neuf qui va s'amener à la clinique avec des jeunes médecins dédiés à la première ligne. Nos patients pourront donc avoir un médecin de famille et la Clinique, transformée en GME, reprendra sa véritable vocation en offrant des services complets avec du sans rendez-vous sept jours par semaine », explique-t-il.

Personnellement, le Dr Ouimet va manquer son contact privilégié avec ses patients, ses relations formidables avec tout le personnel de la Clinique ainsi que l'atmosphère de travail remarquable qu'on y retrouve.

« Je suis très ému de partir après tant d'années mais je suis rassuré par les projets d'avenir de la Clinique. Je reviendrai sûrement encore quelque temps pour le suivi de mes patients et je ne me retire pas complètement car j'ai l'intention de visiter des résidences de personnes âgées pour poursuivre ma vocation ».

Source : *Éric Busque, Relations avec la communauté, Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut*

SAISON DE LA GRIPPE

Lancement de la campagne de vaccination

PHOTO : COURTOISIE



Le Dr Éric Goyer, directeur de Santé publique des Laurentides, invite la population à se faire vacciner contre la grippe afin de se protéger et de protéger nos proches. La campagne de vaccination contre la grippe débutera le 1er novembre dans la région des Laurentides. Pour la saison 2018-2019, à la lumière des recommandations des experts de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), le programme de vaccination est modifié pour se concentrer sur les clientèles les plus à

risque de développer les complications de la grippe. Pour plus d'information sur le programme de vaccination et sur les clientèles ciblées ou pour prendre rendez-vous dans l'une des cliniques visitez le site www.clicsanté.ca ou par téléphone au 1 888 664-2555. Pour trouver une clinique de vaccination contre la grippe, visitez le site Internet du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides au : www.santelaurentides.gouv.qc.ca

Le Nord VOTRE accès à l'information **FIER PARTENAIRE MÉDIA**



Association de la
fibromyalgie
des Laurentides



Centraide
Laurentides
Nous tous, ici



CCISJM
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
SAINT-JÉRÔME MÉTROPOLITAIN



Course nature
DE LA RIVIÈRE DU NORD

FONDATION
CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME



Fondation
FLORÈS



LES ÉCOLES
CARREFOUR
DU NORD



Centre
prévention
SUICIDE
Le Faubourg
Prenez la vie!

leucan



Moisson
Laurentides
Banque alimentaire



CHEM NOTS



Société
canadienne
du cancer



Fondation de
l'Hôpital régional
de Saint-Jérôme



Opération
Nez rouge



ST-JÉRÔME
PANTHERS



Pallia-Vie



Loisirs
Laurentides



Société
canadienne
de la sclérose
en plaques
SP



THÉÂTRE
GILLES-VIGNEAULT

PROCHE AIDANT... ET APRÈS!



Sur la photo, à l'arrière, de gauche à droite: Réjean Villeneuve et Michael Leduc. À l'avant, de gauche à droite: Cristel Leduc, Sophie Bélanger et Annie Bilodeau. Absents sur la photo: Louise Lefebvre, Paul Laurin et Michelle Larouche.

Après le décès d'un être cher, le rôle du proche aidant est amené à changer. Reprenez contact avec vos propres besoins. Le CISSS des Laurentides ainsi que les organismes de la MRC des Laurentides vous invitent à une session de cinq rencontres gratuites dont les thèmes abordés permettront un bilan du cheminement passé, présent et à venir.

Ces rencontres auront lieu les jeudis de 13 h 30 à 16 h au 99, rue St-Vincent, local 2, à Sainte-Agathe-des-Monts. La première, animée par Sophie Bélanger de la Société Alzheimer Laurentides, aura lieu le 25 octobre et le sujet sera «Où en suis-je maintenant?». La seconde se tiendra le 8 novembre et Réjean Villeneuve accompagné de Louise Lefebvre, de l'organisme Palliaccio, répondront à la question «Suis-je en deuil?».

Le troisième rendez-vous, du 22 novembre, posera la question «Qui suis-je maintenant?»

et sera animé par Annie Bilodeau du Centre d'action bénévole Laurentides. Le 6 décembre, Paul Laurin de la FADOQ, région des Laurentides, répondra à la question «Quelles sont mes avenues?». Il y aura également le témoignage de Michelle Larouche. Enfin, le 17 janvier 2019, les représentants des organismes partenaires coanimont une rencontre dont le sujet est «Et après...».

L'inscription est obligatoire pour ces rencontres. Ainsi, pour information et inscription, laissez votre message au Guichet d'accès du CISSS des Laurentides en précisant le titre de l'atelier «Proche aidant... et après» chapeauté par Cristel Leduc, ARH au Centre de service externe.

Les numéros à composer pour s'inscrire sont le 819 425-3771, poste 33107 ou le 819 324-4000, poste 33107.

Infos Laurentides, site Internet

En hausse de presque 10 %: la DPJ-Laurentides a traité 9 469 signalements

<http://infoslaurentides.com/actualites/en-hausse-de-presque-10-la-dpj-laurentides-traite-9-469-signalements>

Topolocal, site Internet

La clinique prénatale du CLSC est ouverte au centre-ville de Saint-Jérôme

<https://topolocal.ca/2018/10/19/clinique-prenatale-clsc-ouverte-centre-ville-saint-gerome/>

LE CISSS DES LAURENTIDES
complice de votre santé

RENDEZ-VOUS FÉMININ
CLINIQUE SPÉCIALE DE DÉPISTAGE TEST PAP
MERCREDI 31 OCTOBRE 2018

FEMMES, soyez informées!
HOMME, informez votre mère, votre soeur, votre conjointe...

Nous offrons une grande clinique de dépistage du cancer du col de l'utérus.

À LA CLINIQUE JEUNESSE
145, avenue de la Providence
à Lachute
Prenez-vite un rendez-vous!
Places limitées!

450 562-0271

Critères d'admissibilités

- **Toutes femmes âgées de 21 ans et plus**
- **Ne pas avoir subi de test PAP depuis 2 ans**
- **Ne pas avoir de menstruations le jour de l'examen**

Aucun examen des seins ou gynécologique ne sera effectué lors de cette clinique spéciale test PAP

Carte d'assurance maladie du Québec obligatoire

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Québec



9693

Le CISSS des Laurentides fait remorquer les voitures de leurs employés

<http://www.nordinfo.com/actualites/le-cisss-des-laurentides-fait-remorquer-les-voitures-de-leurs-employes/>

CLSC: De nouveaux services pour les futurs parents

<http://www.nordinfo.com/actualites/clsc-de-nouveaux-services-pour-les-futurs-parents/>

Lancement de la campagne de vaccination contre la grippe



Le Dr Éric Goyer, directeur de santé publique des Laurentides, vous invite à vous faire vacciner contre la grippe afin de vous protéger et de protéger vos proches. La campagne de vaccination contre la grippe débutera le 1er novembre 2018 dans la région des Laurentides.

Les enfants de 6 à 23 mois ainsi que les adultes de 60 à 74 ans en bonne santé ne font désormais plus partie des groupes ciblés par la vaccination. Ces personnes sont maintenant considérées comme étant à faible risque de complications. Toutefois, celles qui le désirent pourront recevoir le vaccin gratuitement si elles le demandent.

Docteur Goyer réitère que la vaccination contre la grippe demeure indiquée et recommandée chez les malades chroniques âgés de 6 mois à 74 ans et les personnes âgées de 75 ans et plus, qui sont les plus à risque de complications, d'hospitalisations et de décès associés à l'influenza.

Pour ce faire, vous devez prendre votre rendez-vous sur le site www.clicsanté.ca ou par téléphone au 1 888 664-2555. Pour trouver une clinique de vaccination contre la grippe, visitez le site Internet du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides au : www.santelaurentides.gouv.qc.ca

▼ DÉFI ESPOIR AUX COULEURS
DU MAROC 2018

ELLE ORGANISE UN QUATRIÈME VOYAGE POUR LA FONDATION HÔPITAL SAINT-EUSTACHE



La visite de déserts à dos de dromadaire est aussi au programme du périple.

 Christian Asselin
 c.asselin@groupeqj.ca

Lorsque du 4 au 18 avril prochain, Sylvie Bérubé, de Deux-Montagnes, s'envolera pour le Maroc avec un groupe composé de 22 femmes, elle en sera déjà à un quatrième voyage dans ce pays, afin d'amasser des fonds pour la Fondation Hôpital Saint-Eustache.

«C'est ouvert à toutes les femmes qui désirent vivre une aventure exceptionnelle, entre femmes, dans un site enchanteur», indique Mme Bérubé, une agente de voyage de profession qui connaît le Maroc comme personne, elle qui l'a visité une bonne dizaine de fois.

Ce qu'elle offre aux dames qui l'accompagneront en avril prochain, c'est un périple «de luxe», à coût abordable, dont elles se souviendront longtemps.

«Nous sommes conduites dans des Jeep de luxe et passons deux nuits sous des tentes de luxe dans deux déserts différents».

Si elle a choisi d'épouser la cause de la Fondation Hôpital Saint-Eustache, à qui elle prévoit verser 15 000 \$ lors du prochain Télédon, c'est que c'en est une qui lui tient particulièrement à cœur.

«J'ai moi-même eu le cancer du sein en 2015. J'ai été traitée à l'Hôpital de Saint-Eustache, et heureusement, j'ai été soignée à temps. Face à cette aventure que j'ai dû traverser, je comprends la nécessité de donner à la Fondation Hôpital Saint-Eustache.

Je suis contente que la région ait son centre de cancérologie et c'est grâce à la Fondation que nous l'avons», a-t-elle mentionné.

S'IMPRÉGNER DE LA CULTURE MAROCAINE

L'itinéraire qu'a imaginé Sylvie Bérubé, en sol marocain, est à faire rêver. Après avoir atterri à Casablanca, le groupe se dirigera vers Rabat, capitale administrative, où il visitera notamment une mosquée et la Nécropole du Chellah.

Les villes de Fès, Merzouga, Zagora, Ouarzazate et bien sûr Marrakech sont également au nombre des endroits que visiteront les femmes qui participeront à ce voyage.

«C'est vraiment un voyage de filles où l'on va puiser à l'intérieur de soi-même, où l'on va au-delà de ses limites. C'est très différent d'un voyage normal. Il y a des bouts où certaines pleurent, d'autres où elles rient. C'est vraiment un retour sur soi-même!»

Le prix du billet a été fixé à 3 490 \$ et inclut les vols, l'hébergement, le transport, les visites et tous les repas.

«Je remets à la Fondation, 200 \$ sur chacun des billets vendus tandis que chaque dame qui m'accompagne doit amasser au moins 100 \$ en dons avant le départ.»

Pour obtenir de l'information, il suffit de visiter la page Facebook «Défi Espoir aux couleurs du Maroc 2018». Pour réserver sa place, il faut appeler Sylvie Bérubé, au 514 506-7239.

CISSS DES LAURENTIDES

Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides est à la recherche de personnes qui désirent s'impliquer à titre de bénévole. Vous êtes une personne de cœur aimant relever des défis et s'investir auprès des autres? Plusieurs possibilités s'offrent à vous au sein de notre organisation. Pour les secteurs de Saint-Eustache et Mirabel, communiquez avec le 450 473-6811, poste 42006 (centres d'hébergement et hôpital).

L'Éveil et La Concorde, site Internet

Des personnes atteintes de légionellose dans la région

<http://www.veilleil.com/actualites/des-personnes-atteintes-de-legionellose-dans-la-region>

CLSC: De nouveaux services pour les futurs parents

<http://www.veilleil.com/actualites/clsc-de-nouveaux-services-pour-les-futurs-parents>

Le CISSS des Laurentides fait remorquer les voitures de leurs employés

<http://www.veilleil.com/actualites/le-ciiss-des-laurentides-fait-remorquer-les-voitures-de-employes>

CIME FM, site internet

Infirmières : un taux de croissance supérieur dans Laurentides

<https://www.cime.fm/nouvelles/sante/159478/infirmieres-un-taux-de-croissance-superieur-dans-laurentides>

Le CISSS des Laurentides fait remorquer les voitures de leurs propres employés, dénonce le syndicat

<https://www.cime.fm/nouvelles/sante/159442/le-ciiss-des-laurentides-fait-remorquer-les-voitures-de-leurs-propres-employes-denonce-le-syndicat>

Trois cliniques prénatales voient le jour dans les Laurentides

<https://www.cime.fm/nouvelles/sante/158922/trois-cliniques-prenatales-voient-le-jour-dans-les-laurentides>

Recrudescence de la légionellose dans le sud des Laurentides

<https://www.cime.fm/nouvelles/sante/158911/recrudescence-de-la-legionellose-dans-le-sud-des-laurentides>

Incendie d'un immeuble à logements du CISSS des Laurentides

<https://www.cime.fm/nouvelles/faits-divers/158028>

CFLO FM, site Internet

La Santé publique des Laurentides enquête sur des cas de légionellose

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/sante_-_sante_7.mp3

TVC Argenteuil, site Internet

Reportage : La MRC d'Argenteuil s'oppose à la fermeture de l'URFI de Lachute

<http://www.tvcargenteuil.com/emission/la-zone-de-linformation/#episodes2-9>

NOUS.TV, site Internet

L'actualité avec Daniel Deslauriers - De plus en plus de signalements à la DPJ dans les Laurentides (à 1:30)

<https://nous.tv/fr/node/131471>

AMI télé, site Internet

Ça me regarde 20 octobre 2018 - Plateau de travail du CISSS à Mirabel (à 32:07)

<https://www.amitele.ca/category/ca-me-regarde/media/ca-me-regarde-20-octobre-2018>

Appel à idées du ministère de la Santé

REPENSER LE CENTRE JEUNESSE

Au printemps 2017, trois firmes d'architectes ont reçu une proposition impossible à refuser : participer à un processus d'appel à idées pour un centre jeunesse. Retour sur une expérience sans précédent.

Sylvie Lemieux

Les projets de construction de centres jeunesse se font rares au Québec. Pourtant, ce parc immobilier a bien besoin d'un renouveau.

Les établissements sont souvent logés dans des bâtiments reconvertis, mal adaptés à leur mission. C'est le cas notamment des trois antennes du Centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation des Laurentides. Dans le but d'améliorer ses installations, il envisage la construction d'un nouvel ensemble à Saint-Jérôme.

Fait inédit dans le domaine de la santé, ce projet a fait l'objet d'un appel à idées mis en œuvre par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), en collaboration avec la Société québécoise des infrastructures (SQI). « Le dernier projet de construction d'un centre de réadaptation pour jeunes remonte à plus de 30 ans. On manque donc de références pour concevoir un établissement qui répond aux besoins cliniques actuels. On a senti le besoin d'explorer de nouveaux modèles de conception », explique Céline Drolet, architecte et directrice de la Direction des projets immobiliers au MSSS.

Le processus d'appel à idées, une formule plus simple qu'un concours d'architecture, est apparu comme la solution idéale pour créer des milieux de vie mieux adaptés aux besoins de la clientèle. La démarche a été proposée au Centre intégré en santé et services sociaux (CISSS) des Laurentides, qui a accepté sans

hésitation. « Nous avons vu la possibilité d'influencer les futurs services aux jeunes en difficulté », explique Christine Heyne, directrice adjointe, Continuum réadaptation jeunesse au CISSS des Laurentides.

Un mandat hors de l'ordinaire

En collaboration avec le MSSS et le CISSS, la SQI a élaboré la démarche et défini le mandat à confier aux architectes. Puis, un comité paritaire a sélectionné les trois firmes qui seraient invitées à participer. « Nous avons choisi des firmes qui ne font pas de projets publics pour leur donner la chance de proposer leurs concepts. En tant que donneur d'ouvrage, nous savons que ce n'est pas facile d'accéder au marché public. L'appel à idées nous donnait l'occasion d'obtenir un regard neuf », soutient Chantal Doucet, architecte et directrice de la Direction de l'expertise de Montréal à la SQI.

Approchées au printemps 2017, les trois firmes sélectionnées, soit *_naturehumaine*, Atelier Pierre Thibault et Architem, ont accepté d'emblée. « Il s'agissait d'une occasion unique de réfléchir à une problématique sociale et d'y apporter des solutions architecturales », explique Andréa Wolff, associée chez Architem.

Les architectes ont reçu le mandat, octroyé par un contrat de gré à gré, de proposer des concepts de milieux de vie favorisant le bien-être et la réinsertion sociale des jeunes. Les paramètres qui leur ont été donnés

étaient les suivants : une capacité d'accueil de 90 jeunes; des fonctions comprenant huit unités de vie, des salles de classe, des unités d'intervention et des espaces administratifs. Les architectes devaient tenir compte de nombreux aspects liés à la sécurité, mais n'avaient aucune contrainte budgétaire.

Lors de la visite de l'établissement actuel, les participants ont éprouvé « un choc ». « Le bâtiment est en mauvais état, et l'endroit n'est pas accueillant. Il y a très peu d'éclairage naturel. C'est un milieu qui ne favorise pas le bien-être », résume Stéphane Rasselet, de *_naturehumaine*. Les responsables du centre leur ont dressé un portrait de la clientèle, des différentes interventions qu'ils font auprès des jeunes et du niveau de sécurité requis. Les architectes ont ainsi pu constater certaines des lacunes du bâtiment. « Les cages d'escalier sont étroites, ce qui complique la tâche du personnel quand il doit intervenir auprès d'un jeune en crise. Cela accroît également les risques d'accident », explique Andréa Wolff.

Un exercice révélateur

Dans un premier temps, les architectes ont élaboré de deux à quatre concepts préliminaires qu'ils ont présentés à un comité regroupant des représentants des parties prenantes. Le comité a retenu, pour chacune des firmes, un modèle à développer (voir encadré). « Nous voulions avoir une variété de concepts présentant des visions différentes », explique Chantal Doucet. À l'automne 2017, l'exercice s'est conclu par la présentation des concepts plus aboutis.

De façon unanime, les architectes ont apprécié l'expérience. « Même si notre firme ne réalise pas le projet, l'exercice en valait la peine, explique Jérôme Lapière, architecte à l'Atelier Pierre Thibault. On a pu faire évoluer le milieu quant à la valeur de l'architecture lorsqu'il s'agit de créer des environnements qui contribuent au mieux-être des jeunes. De plus, les firmes ont travaillé davantage dans un esprit de collégialité que de compétition. »

Du côté des responsables du CISSS des Laurentides, l'exercice a été révélateur. « Je me suis rendu compte à quel point l'architecture peut influencer le comportement des occupants, explique

Christine Heyne. Dans chacun des projets, de manière différente, les architectes ont conçu un lieu qui répond aux besoins cliniques et qui tient compte des meilleures pratiques d'intervention. Ils ont proposé des unités de vie construites sur le principe de petites maisons. Est-ce un concept réaliste au quotidien ? Cela reste à voir. Chose certaine, l'exercice est profitable parce qu'il nous aide à approfondir notre réflexion. » Les projets des architectes ont aussi été présentés aux jeunes. Plusieurs idées leur ont plu, particulièrement les aires de jeux et les terrains de sport.

Le bilan est également positif du côté du MSSS. « La démarche a atteint ses objectifs », affirme Céline Drolet, qui aimerait répéter l'expérience pour d'autres projets. Les concepts des trois firmes seront transmis aux architectes qui obtiendront le mandat de conception après un appel d'offres conventionnel. Approuvé par le Conseil des ministres en août dernier, le projet en est à l'étape de l'élaboration du dossier d'affaires initial. La livraison est prévue en 2023.

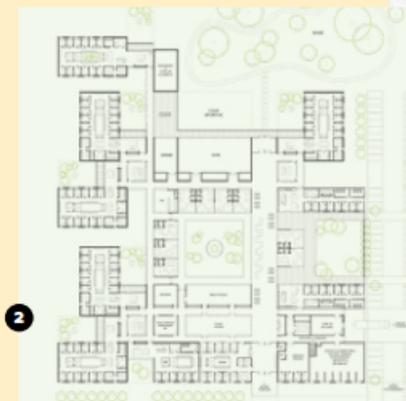
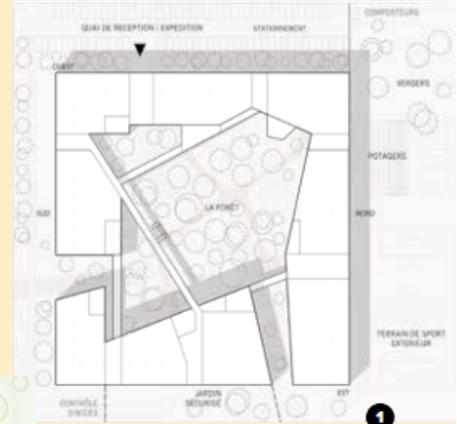
Même si sa firme ne se qualifie pas comme soumissionnaire, Stéphane Rasselet se dit privilégié d'avoir participé au processus. « Cela ajoute une corde à notre arc, dit-il. On pourrait possiblement présenter un concept lors d'un concours sur un projet du même genre en consortium avec une firme qui a plus d'expérience dans la réalisation concrète. »

Ne reste qu'à souhaiter que cet apprentissage mutuel profite aux usagers ! ☺

LES CONCEPTS

1 _naturehumaine

Un bâtiment carré est scindé en plusieurs blocs qui entourent un espace extérieur végétalisé se prêtant au rassemblement, au jeu ou à la promenade. Une passerelle relie les unités de vie aux salles de classe. Des « cocons » permettent de se retirer pour se détendre. En façade, un motif sérigraphié évoque la structure d'un arbre.



2 Atelier Pierre Thibault

Plusieurs unités sont réparties autour d'une grande cour intérieure boisée. L'idée est de ramener les lieux à une échelle plus humaine, à l'image d'un village où les usagers peuvent déambuler. Le centre administratif et les espaces publics sont disposés sur rue, créant un écran protecteur pour le campus.

3 Architem

Un ensemble de bâtiments est organisé autour d'un axe de circulation qui relie toutes les activités. D'un côté, les espaces communs, de l'autre, les unités d'habitation. Des intersections offrent divers points d'intérêt : espace d'exposition, cuisine communautaire, gymnase et mur d'escalade. Les unités de vie ressemblent à des maisons, avec des zones communes et des espaces pour s'isoler. L'aire des éducateurs est située au centre, pour faciliter la supervision. ☺

